

# ACTION URGENTE

## 800 FAMILLES SUR LE POINT D'OBTENIR JUSTICE AU BRÉSIL

**Les familles qui avaient été violemment expulsées en août du bidonville Olga Benário, dans le sud de la ville de São Paulo, ont remporté une victoire décisive dans le combat qu'elles mènent depuis longtemps pour faire respecter leur droit au logement.**

Soumises à des pressions nationales et internationales, les autorités de l'État de São Paulo ont accepté de saisir le terrain dont les familles avaient été chassées ainsi qu'une parcelle adjacente à Capão Redondo. Le terrain servira à construire des logements sociaux pour les familles expulsées. Le Conseil municipal a assuré qu'il allait prendre des mesures d'urgence en leur faveur pendant les travaux, notamment sous la forme d'allocations logement. D'après des ONG locales, le changement d'attitude radical des autorités est en partie lié aux pressions internationales exercées à la suite du lancement de l'action urgente d'Amnesty International.

Au cours de l'expulsion des familles par la police antiémeute, des scènes de panique ont eu lieu dans tout le quartier, des incendies se sont déclarés et nombre de constructions ont été détruites. Par la suite, 500 des familles expulsées se sont installées sur un terrain situé en face du bidonville, en signe de protestation. Privées d'eau potable, de nourriture, de toilettes et d'électricité, elles ont vécu dans des conditions très difficiles. Les centres de santé locaux ont refusé de les soigner et les enfants ont été renvoyés des écoles.

La municipalité a d'abord proposé à ces personnes de mettre à leur disposition des places dans des foyers municipaux, ce qu'elles ont refusé car il s'agissait d'une solution à court terme et qui aurait fait éclater les familles, séparant les hommes de leurs épouses et de leurs enfants. À la suite de protestations nationales et internationales, la municipalité leur a fourni une aide d'urgence en les faisant bénéficier, dans le cadre du programme *Bolsa aluguel*, d'une indemnisation pour le loyer d'un nouveau logement. Les pressions continues exercées par les familles et par les ONG locales pour qu'une solution à long terme soit apportée ont débouché sur la décision récemment prise par les autorités de l'État de São Paulo. Pour suivre l'évolution de la situation, les familles ont créé l'association Olga Benário, sur un site à proximité du terrain dont elles ont été expulsées. Des ONG locales font actuellement pression sur les autorités fédérales pour qu'elles débloquent des fonds afin que les familles bénéficient de logements décentes pendant toute la durée des travaux.

São Paulo souffre d'une pénurie chronique de logements destinés aux familles à faible revenu. Un mouvement de sans-abri bien organisé occupe illégalement des immeubles vides et des parcelles de terrain à l'abandon afin de répondre aux besoins de certaines des familles les plus pauvres de la ville. Ces occupations se heurtent souvent à la violence policière.

L'expulsion du bidonville Olga Benário a fait suite à plusieurs recours déposés contre l'arrêté pris à ce sujet et à plus d'un an de négociations au cours desquelles le gouvernement n'a fourni aucune solution adaptée. La décision récente des autorités de l'État de São Paulo, si elle est suivie d'effet, offrira enfin à ces familles une réponse aux problèmes auxquels elles sont régulièrement confrontées.

**Aucune action complémentaire n'est requise de la part du Réseau Actions urgentes. Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels.**

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**

